

# RAPPORT ANNUEL

1971



**Canadian Foundation Company Ltd.**

# Canadian Foundation Company Ltd.

Siège Social: 1 Rue Yonge,  
Toronto 1, Canada

## Conseil d'administration

- \* H. F. Gautrin
- \* C. P. Baker,  
C. W. Brazier, q.c.  
The Hon. L. Langlois, q.c.
- \* R. I. Martin, q.c.  
T. R. McLagan, O.B.E.  
H. D. Roberts, M.D., C.M.  
F. G. Rutley
- \* J. M. Tremblay  
F. C. Wallace, D.S.O., M.C.  
D. H. Ward

## Direction

- C. P. Baker,  
*Président du Conseil*
- H. F. Gautrin, P. Eng.,  
*Président et Président du Comité de Direction*
- G. H. Bigelow,  
*Vice-Président, Administration et Trésorier*
- J. M. Rousseau, LL.L.,  
*Secrétaire*
- J. H. Gorsline  
*Secrétaire adjoint*

\* Membres du Comité de Direction

Wage on 30-40% }  
Used to 5-10% }  
- have much on on of  
sent in to committee post.  
of need for resolution done in  
contract

A. Bullock - 2-347. shed 2  
A. + In June 1972 will  
be assembly profitable  
a few or thousand for  
long run, can't make  
medico. for best profit, but  
will be able pay dues to  
- shareholders, etc.  
- Most requirements  
for on dues - go, he corp.  
- Man & contract - 20%  
- money of machinery  
- others not being made best profit.



# Rapport des Administrateurs aux Actionnaires

Les administrateurs de votre compagnie vous présentent ce rapport consolidé sur l'exploitation de la compagnie pour l'exercice terminé le 31 octobre 1971.

Le revenu brut d'exploitation pour l'exercice 1971 s'est élevé à \$102,816,785, comparativement à \$103,087,525 pour l'exercice 1970. Bien que ce revenu total se compare favorablement avec celui de 1970 et est plus élevé que celui de 1969, la compagnie a subi une perte importante. Malgré de nombreux contrats entraînant des profits, la situation actuelle résulte principalement de quatre contrats. A Churchill Falls, le consortium Foundation-Lundrigan et les propriétaires sont encore en pourparlers quant à la rémunération des travaux exécutés en dehors du contrat original, et une situation semblable prévaut à l'égard d'un autre consortium à Mobile, Alabama. Le contrat de Mobile cependant n'est pas encore terminé, alors que les travaux à Churchill Falls ont été complétés au cours de l'automne 1971. De plus, des pertes sérieuses ont été subies suite aux contrats pour le quai Golden Eagle et l'usine Clarabelle.

La perte nette pour l'exercice 1971, après récupération d'impôts sur le revenu, se chiffre à \$2,083,077. Cette perte est diminuée d'une somme de \$481,697. reçue pour la vente d'un bail, ce qui réduit la perte à \$1,601,380. pour l'exercice 1971.

La compagnie a déclaré et versé des dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées pour un total de \$211,657. La déclaration de dividendes a été interrompue après le versement du deuxième trimestre au cours du mois d'avril 1971, et ne sera pas reprise avant que l'exploitation ne produise régulièrement des profits.

## Etat de l'Industrie

L'adjudication de nouveaux contrats continuera d'être soumise à une concurrence très vive et les dépenses en immobilisations par les maîtres d'oeuvres ne se sont guère améliorées par rapport à 1970. Quoique la conjoncture économique en 1972 ne semble guère différente de celle de 1971, nous prévoyons cependant des résultats positifs au cours du nouvel exercice.

## La Compagnie

Les divisions de la construction obtinrent un volume raisonnable de nouveaux contrats, créant ainsi un

carnet de commandes important pour 1972 et la direction accentue sa politique d'obtenir des contrats profitables.

Les divisions d'ingénierie, FENCO et Geocon, quoique ayant remporté des succès d'ordre technique, n'ont pas pu produire de profits suite au ralentissement de certains projets industriels pour l'industrie de l'acier, l'annulation de contrats (l'autoroute Spadina) et la nationalisation de l'exploitation d'une des divisions d'ingénierie en Guyane.

Les opérations de la division d'équipement de construction (location) furent affectées par les diverses grèves qui ont eu lieu dans l'industrie de la construction.

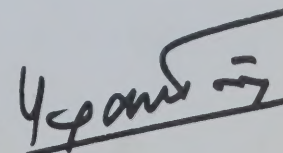
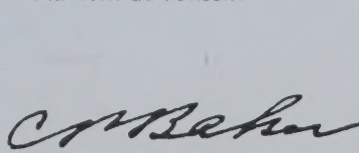
Les opérations de la compagnie furent réorganisées le 1er août 1971 en 8 divisions opérationnelles autonomes.

Chaque Division est responsable de ses profits et pertes et constitue un centre opérationnel dirigé par un vice-président-gérant général ou un président; ceux-ci répondent uniquement au chef de l'exécutif du groupe. Cette organisation permet à nos clients d'avoir accès directement à celui qui a l'autorité et est responsable des opérations. En même temps, toutes les ressources de la compagnie peuvent être mobilisées instantanément et coordonnées pour permettre d'employer les services spécialisés pour les contrats "turn-key" ou de gérance, ajoutant ainsi aux avantages inhérents aux organisations plus petites la force d'un groupe puissant.

## Employés

Le conseil d'administration désire exprimer sa reconnaissance pour l'effort efficace et la bonne volonté des dirigeants et du personnel de la compagnie qui comme par le passé ont maintenu le nom "Foundation" parmi les premiers dans l'industrie de la construction.

Au nom de conseil:



Le Président  
du conseil d'administration

Le Président  
et Chef de l'exécutif

---

# Price Waterhouse & Cie

comptables agréés

---

B.P. 51 Toronto-Dominion Centre Toronto 111 Ont. (416) 863-1133 Téléc 02-2246

le 10 mars 1972

## RAPPORT DES VERIFICATEURS

Aux actionnaires de  
Canadian Foundation Company Ltd.:

Nous avons examiné le bilan consolidé de Canadian Foundation Company Ltd. et filiales au 31 octobre 1971 et les états consolidés du revenu, des bénéfices non répartis, et de provenance et d'affectation des fonds pour l'exercice clos à cette date. Notre examen a comporté une revue générale des procédés comptables et les sondages des livres et pièces comptables et autres preuves à l'appui que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière des compagnies au 31 octobre 1971 et le résultat de leur exploitation de même que la provenance et l'affectation de leurs fonds pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

*Price Waterhouse & Cie*

Comptables agréés

**Canadian Foundation Company Ltd.  
et Filiales**

**Etats Financiers Consolidés**

**au 31 octobre 1971**



# Bilan consolidé au 31 octobre 1971

(avec chiffres comparatifs pour 1970)

## ACTIF

	1971	1970
<b>Disponibilités:</b>		
Encaisse (comprenant \$1,500,000 déposés à court terme, 1970 — \$1,900,000) .....	\$ 1,521,028	\$ 1,995,497
Obligations du Gouvernement au prix coûtant, d'une valeur au marché de \$104,900, y compris \$67,375 déposés en garantie sur contrats .....	111,288	111,288
Comptes commerciaux à recevoir, moins provisions pour créances douteuses .....	16,710,867	14,667,590
Impôts sur le revenu à recouvrer .....	1,360,316	—
Placement relatif à des entreprises en participation (net) .....	7,214,437	9,826,946
Frais d'exécution de contrats, moins montants facturés .....	2,009,880	1,341,279
Équipement de construction (note 2) .....	4,261,981	4,604,360
Frais payés d'avance et autres avoirs .....	544,612	390,144
	<u>33,734,409</u>	<u>32,937,104</u>
<b>Hypothèques et billets à recevoir, au prix coûtant .....</b>	<b>735,181</b>	<b>1,064,700</b>
<b>Immobilisations, au prix coûtant:</b>		
Terrains .....	448,622	582,166
Bâtiments .....	827,091	3,920,041
Équipement maritime loué (note 3) .....	6,336,327	6,336,327
Mobilier et agencement .....	996,987	1,030,298
Autre équipement .....	445,873	350,273
	<u>9,054,900</u>	<u>12,219,105</u>
Amortissement accumulé .....	6,328,259	5,806,391
	<u>2,726,641</u>	<u>6,412,714</u>
Escompte non amorti sur débentures .....	16,769	37,548
Achalandage .....	—	300,000
	<u>\$37,213,000</u>	<u>\$40,752,066</u>

# Canadian Foundation Company Ltd. et Filiales

## PASSIF

	1971	1970
<b>Exigibilités:</b>		
Avances bancaires ( <i>note 4</i> )	\$10,700,833	\$ 7,518,456
Comptes à payer et passif couru	8,571,578	9,444,512
Billets payables pour l'achat d'équipement, garantis	1,341,407	726,909
Impôts sur le revenu à payer	—	222,785
Versements échéant dans l'année sur la dette à long terme	698,515	1,248,608
Montants facturés sur contrats, moins les frais d'exécution	1,390,128	1,384,390
Revenu de location différé ( <i>note 3</i> )	450,000	450,000
Impôts sur le revenu reportés ( <i>note 5</i> )	1,990,000	1,662,000
	<u>25,142,461</u>	<u>22,657,660</u>
Dette à long terme ( <i>note 6</i> )	2,734,258	6,407,043
<b>Capital-actions et bénéfices non répartis</b>		
Capital-actions:		
Actions privilégiées ( <i>note 7</i> )		
Autorisées — 855,626 $\frac{3}{4}$ actions d'une valeur au pair de \$20 chacune, pouvant être émises en séries, dont 165,626 $\frac{3}{4}$ actions ont été désignées actions privilégiées rachetables, à dividende cumulatif de 6% de la série A		
Emises — 152,824 $\frac{3}{4}$ actions de la série A (1970 — 152,827)	3,056,495	3,056,540
Actions ordinaires ( <i>note 7</i> )		
Autorisées — 2,500,000 actions sans valeur nominale ou au pair		
Emises — 1,199,616 actions	6,092,386	6,092,386
Bénéfices non répartis	187,400	2,538,437
	<u>9,336,281</u>	<u>11,687,363</u>
<b>Passif éventuel (<i>note 8</i>)</b>		
<b>Au nom du Conseil d'administration:</b>		
H. F. Gautrin, <i>Administrateur</i>		
C. P. Baker, <i>Administrateur</i>		
	<u>\$37,213,000</u>	<u>\$40,752,066</u>

## Etat consolidé du revenu

Exercice clos le 31 octobre 1971

(avec chiffres comparatifs pour 1970)

	1971	1970
Revenu brut d'exploitation .....	<u>\$102,816,785</u>	<u>\$103,087,525</u>
Bénéfice d'exploitation (perte) pour l'exercice, avant de considérer les postes suivants .....	\$ (2,133,142)	\$ 488,298
Revenu des placements .....	<u>215,699</u>	<u>646,140</u>
	(1,917,443)	1,134,438
A déduire:		
Amortissement .....	735,941	754,459
Amortissement de l'équipement de location .....	562,321	456,367
Intérêt et escompte sur la dette à long terme .....	<u>459,350</u>	<u>325,740</u>
	1,757,612	1,536,566
Perte avant les impôts sur le revenu .....	3,675,055	402,128
Impôts estimatifs recouverts (note 5) .....	<u>1,591,978</u>	<u>202,000</u>
Perte avant le poste extraordinaire .....	2,083,077	200,128
Gain sur vente d'un intérêt dans un bail .....	481,697	—
Recouvrement d'impôts sur le revenu consécutif à un report de perte .....	—	150,000
Perte de l'exercice (note 10) .....	<u>\$ 1,601,380</u>	<u>\$ 50,128</u>

## Etat consolidé des bénéfices non répartis

Exercice clos le 31 octobre 1971

(avec chiffres comparatifs pour 1970)

	1971	1970
Bénéfices non répartis au début de l'exercice .....	<u>\$2,538,437</u>	<u>\$ 902,923</u>
Virement de l'excédent distribuable en vertu de lettres patentes supplémentaires .....	—	2,006,085
Bénéfice sur rachat des actions privilégiées .....	<u>—</u>	<u>886,373</u>
	2,538,437	3,795,381
A déduire:		
Perte de l'exercice .....	1,601,380	50,128
Provision pour impôts sur le revenu reportés (note 5) .....	238,000	196,000
Achalandage radié (note 9) .....	300,000	550,000
Dividendes —		
Actions privilégiées (note 7) .....	91,695	220,893
Actions ordinaires — 10¢ par action (1970 — 20¢) .....	<u>119,962</u>	<u>239,923</u>
	211,657	460,816
Déductions totales .....	<u>2,351,037</u>	<u>1,256,944</u>
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice .....	<u>\$ 187,400</u>	<u>\$2,538,437</u>



# Etat consolidé de provenance et affectation des fonds

Exercice clos le 31 octobre 1971

(avec chiffres comparatifs pour 1970)

	1971	1970
<b>Provenance des fonds:</b>		
De l'exploitation:		
(Perte) nette . . . . .	\$ (1,601,380)	\$ (50,128)
Ajouter: Postes n'exigeant aucun déboursé courant:		
Amortissement . . . . .	735,941	754,459
Amortissement des dépenses d'émission de débentures . . . . .	20,779	10,800
	(844,660)	715,131
Hypothèques et billets à recevoir . . . . .	329,519	278,254
Valeur aux livres d'un immeuble à rapport vendu . . . . .	2,962,246	—
Dette à long terme contractée à l'achat de biens . . . . .	—	2,409,883
Dette à long terme d'une filiale réacquise . . . . .	—	1,287,629
	2,447,105	4,690,897
<b>Affectation des fonds:</b>		
Diminution de la portion non courante de		
la dette à long terme . . . . .	3,672,785	490,469
Coût des actions privilégiées rachetées . . . . .	45	1,613,567
Dividendes . . . . .	211,657	460,816
Acquisitions d'immobilisations (net). . . . .	12,114	3,570,590
Impôts sur le revenu reportés (note 5) . . . . .	238,000	196,000
Achalandage de la filiale réacquise,		
y compris les montants radiés . . . . .	—	850,000
	4,134,601	7,181,442
Diminution du fonds de roulement . . . . .	\$ 1,687,496	\$2,490,545

# Notes aux états financiers consolidés

## au 31 octobre 1971

### 1. Comptabilisation des profits sur contrats:

Les bénéfices sur les travaux exécutés selon la méthode "frais plus honoraires" sont inscrits suivant les modalités des contrats quant à la facturation des honoraires. Pour les autres contrats, les bénéfices sont calculés à la fin des travaux, sauf dans le cas des contrats à long terme pour lesquels une évaluation des profits à date est inscrite aux livres à partir du deuxième exercice, tandis que les pertes sont inscrites dès qu'elles sont connues. La filiale réaquisée en 1970 a adopté la méthode du pourcentage d'achèvement pour les bénéfices sur contrats.

La Compagnie a pour politique de comptabiliser les recouvrements anticipés sur les réclamations en cours au moment où elle enregistre les résultats d'un contrat. La valeur des recouvrements anticipés est déterminée selon les circonstances pertinentes au contrat et elle est basée sur la longue expérience de la Compagnie en matière de réclamations.

### 2. Equipement de construction:

Le montant pour l'équipement de construction comprend équipement, outillage et fournitures pour fins de vente et/ou d'utilisation dans les activités de construction de la Compagnie. La base d'évaluation de l'équipement est le prix coûtant moins l'amortissement. Sa valeur estimative de réalisation est supérieure à sa valeur portée en compte.

### 3. Equipement maritime loué:

En 1968 la Compagnie loua la partie de sa flotte maritime n'ayant pas rapport à ses activités de construction. Selon les termes du bail, le preneur a l'option d'acheter les navires en 1973. A partir de 1968, l'amortissement porté en compte pour les navires a été basé sur les termes du bail.

### 4. Garantie des avances bancaires:

Pour garantir les avances bancaires, la Compagnie a émis, après le 31 octobre 1971, une débenture à demande comportant une hypothèque fixe, spécifique et de premier rang, sur toutes ses immobilisations non déjà données en garantie des obligations et hypothèques existantes, et une affectation générale de tous ses autres biens. La Compagnie a également donné, en garantie des avances bancaires, ses placements en actions dans toutes ses filiales et un dépôt de \$1,500,000.

### 5. Impôts sur le revenu:

- (a) En réduction partielle du recouvrement d'impôts sur le revenu inscrit à l'état du revenu, des impôts de \$238,000 sont exigibles par suite de l'amortissement pris en compte sur l'équipement maritime loué, lequel dépasse le maximum des allocations disponibles pour coût en capital. Ces impôts additionnels ont été pourvus par une imputation à l'état des bénéfices non répartis. Le montant des impôts sur le revenu reportés et non comptabilisés se rapportant à l'actif des exploitations maritimes est de \$165,000, après ce qui a été mentionné plus haut et après avoir pourvu à une réduction résultant de pertes de filiales.
- (b) Au moment de déposer ses déclarations fiscales en 1971, la Compagnie s'est prévaluée de certaines dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu pour réclamer une partie des impôts payés antérieurement. Les montants réclamés, par ailleurs compris au poste des impôts sur le revenu à recouvrer, ont été portés au compte du passif pour impôts sur le revenu reportés, lequel fut subséquentement diminué par un crédit à l'état du revenu par suite des pertes subies en 1971.
- (c) Les impôts sur le revenu reportés de la Compagnie ont été présentés aux exigibilités, attendu que ceux-ci se rapportent principalement à des postes classifiés parmi les disponibilités.

## 6. Dette à long terme:

La dette à long terme se détaille ainsi:

	31 octobre	
	1971	1970
Déventures 4-1/2% à fonds d'amortissement, "série A", échéant en 1976, avec versements annuels au fonds d'amortissement de \$200,000 chacun de 1972 à 1975 .....	\$1,000,000	\$1,200,000
Déventures 6-3/4% à fonds d'amortissement, "série B", échéant en 1979, avec versements annuels au fonds d'amortissement de \$200,000 chacun de décembre 1972 à 1978 (le montant requis en décembre 1971, ainsi que \$3,000 pour décembre 1972 ont été payés durant l'exercice 1971) .....	1,597,000	1,800,000
Billet à payer, échéances de \$50,000 en mars 1972 et de \$50,000 en mars 1973 .....	100,000	152,358
Effets ne portant pas intérêt, échéant par annuités en 1972 et 1973 .....	473,941	716,262
Billet à payer avec intérêts de 2-1/2% au-dessus du taux préférentiel partiellement garanti par certains équipements, payable le 31 décembre 1971 .....	148,611	1,397,754
Première hypothèque à 7% sur terrains et bâtiments .....	100,615	109,635
Première hypothèque à 7% remboursable par versements mensuels égaux (capital et intérêts) jusqu'en 1990 .....	—	1,657,525
Deuxième hypothèque à 9-3/4%, échéant en janvier 1972 .....	—	600,000
Divers .....	12,606	22,117
	<u>3,432,773</u>	<u>7,655,651</u>
A déduire: versement échéant à moins d'un an, compris dans les exigibilités .....	698,515	1,248,608
Partie non exigible de la dette à long terme .....	<u>\$2,734,258</u>	<u>\$6,407,043</u>

## 7. Arrérages et restrictions sur dividendes:

- Les dividendes sur les actions privilégiées ont été versés, pour la dernière fois, au second trimestre de l'exercice 1971 et l'arrérage brut se totalise à \$91,695.
- L'article 122 de la Loi sur les corporations canadiennes exige que l'on fasse mention du fait que les conditions relatives aux actions privilégiées comprennent une restriction concernant le paiement de dividendes sur les actions ordinaires, laquelle est basée sur le montant de l'actif corporel net consolidé. La situation financière de la Compagnie est telle qu'à l'heure

actuelle cette restriction ne s'applique pas. De plus, la débenture signalée à la note 4 contient une restriction selon laquelle la Compagnie ne peut pas, sans le consentement du détenteur de la débenture, payer un dividende sur son capital-actions.

## 8. Passif éventuel:

Le passif éventuel au 31 octobre 1971 se détaille ainsi:

- Passif possible et indéterminé, résultant de litiges en cours, particulièrement:



(i) un jugement dont on a appelé en faveur de Cargill Grain Company Limited portant sur \$1,537,017 contre de nombreux défendants, dont une filiale. La filiale est assurée pour toute ou presque toute sa part de responsabilité pouvant éventuellement lui être imputée;

(ii) une contre-réclamation par Parsons and Whittemore Pulp Mills Inc. provenant d'une réclamation d'une filiale pour des paiements dus. Le conseiller juridique estime que la filiale devrait avoir gain de cause et recouvrer l'intégralité des montants dus.

(b) Le Ministère du Revenu National a désapprouvé les déductions sur les bénéfices de certaines pertes d'une filiale. Tel que requis, la Compagnie a payé la cotisation imposée au montant de \$536,475, lequel montant est compris au bilan à titre d'impôts sur le revenu recouvrables. Cependant la Compagnie conteste la décision du Ministère, et sur l'avis de conseillers fiscaux elle a logé un avis d'opposition à cette cotisation.

#### 9. Achalandage:

En 1970, à la suite d'un arrangement avec les créanciers, le déficit en capital d'une ancienne filiale, atteignant \$850,000 a été comptabilisé par la Compagnie (1) en portant un montant de \$300,000 à titre d'achalandage et (2) en imputant le solde aux

bénéfices non répartis. L'achalandage a été imputé aux bénéfices non répartis en 1971 étant donné que le résultat d'exploitation de la filiale n'a pas été satisfaisant. Les pertes fiscales de la filiale, déductibles ultérieurement, sont très importantes et ne paraissent pas aux états financiers consolidés.

#### 10. Résultats par action:

	<u>31 octobre</u>	
La perte par action ordinaire se répartit comme suite:	<u>1971</u>	<u>1970</u>
Perte avant le poste extraordinaire	\$1.88	\$ .35
Perte de l'exercice	1.48	.23

Les dividendes sur les actions privilégiées payés en 1970 et en 1971, ainsi que les arrérages pour 1971, ont été pris en considération dans le calcul des résultats par action ci-dessus.

#### 11. Information statutaire:

En 1971, le conseil d'administration de la Compagnie comptait 11 membres dont deux faisaient partie de la haute direction, laquelle comprenait trois autres membres. Les administrateurs ont reçu, à ce titre, une rémunération totale de \$9,946. Les membres de la direction (également membres de la haute direction selon le Security Act — Ontario) ont été rémunérés par une filiale, The Foundation Company of Canada Limited, et ils ont reçu, à ce titre, une rémunération totale de \$149,248.



been satisfactory. The subsidiary has a substantial tax loss carry forward which is not recorded in the consolidated financial statements.

#### 10. Per share results:

October 31		
1971	1970	
\$1.88	\$ .35	The loss per common share is as follows:
1.48	.23	Loss before extraordinary item
		Loss for the year

The preferred dividends, paid in 1970 and 1971 and in arrears in 1971, have been taken into account in calculating the above amounts per common share.

#### 11. Statutory information:

In 1971 the Company had 11 directors, two of whom were also officers, and three other officers. The directors received a total remuneration as directors from the Company of \$9,946 and all officers (who were also the senior officers as defined by The Securities Act — Ontario) were paid by a subsidiary, The Foundation Company of Canada Limited and received a total remuneration as officers of \$149,248.

(iii) a counterclaim by Parsons and Whittimore Pulpmills Inc. arising out of a subsidiary's claim for payment of accounts due. Legal counsel advises that the subsidiary should be successful in defeating the counterclaim and in recovering all amounts owing.

(b) The Department of National Revenue has disallowed the deductions from profits of certain losses of a subsidiary. As required the Company has paid the resulting reassessment of \$536,475, which is included in the balance sheet as income taxes recoverable. However, the Company strongly disagrees with the disallowance and, upon advice of tax consultants, has filed a notice of objection against the reassessment.

#### 9. Goodwill:

In 1970 the Company recorded as goodwill \$300,000 of the total capital deficiency of \$850,000 (the balance being charged to retained earnings) of a former subsidiary whose capital stock was reclaimed following a creditors' arrangement. This goodwill amount has been charged to retained earnings in 1971 as results of operations of the subsidiary have not



**6. Long-term obligations:**

Long-term obligations are as follows:

4 1/2% sinking fund debentures, Series "A" maturing 1976, with annual sinking fund instalments of \$200,000 each, due 1972 to 1975		
6% sinking fund debentures, Series "B" maturing 1979, with annual sinking fund instalments of \$200,000 each due December 1972 to 1978 (December 1971 and \$3,000 of December 1972 requirement satisfied in 1971)		
Note payable due \$50,000 annually in March 1972 and 1973		
Non-interest bearing term notes in annual amounts due 1972 and 1973		
Note payable with interest at 2 1/2% above prime rate, partially secured by certain equipment, payable on December 31, 1971		
7% first mortgage on land and buildings		
7% first mortgage payable in equal monthly instalments of principal and interest to 1990		
9 1/2% second mortgage due January 1972		
Other		
Deduct: Instalments due within one year included in current liabilities		
Total non-current portion outstanding		

(a) Preferred dividends which were last paid for the second quarter of the Company's 1971 fiscal year, are in arrears by a gross amount of \$91,695.

(b) Section 122 of the Canada Corporations Act requires disclosure that the conditions attaching to the preferred shares contain a restriction concerning the payment of dividends on common shares based on the amount of consolidated net tangible assets. The financial position of the Company is such that this restriction is not applicable at this time. In addition, the debenture referred to in Note 4 contains a provision that the Company may not, without consent of the debenture holder, pay any dividend on its capital stock.

**8. Contingent liabilities:**

(a) Possible and undetermined liability resulting from litigation in progress, particularly: Contingent liabilities at October 31, 1971 were as follows:

(i) a judgement, which has been appealed, in favour of Cargill Grain Company Limited totalling \$1,537,017 against various defendants, including a subsidiary. The subsidiary is insured in regard to all or most of its share of any liability finally imposed, and

	1971	1970
\$1,000,000		
1,597,000		1,800,000
100,000		152,358
473,941		716,262
148,611		1,397,754
100,615		109,635
—		1,657,525
—		600,000
12,606		22,117
3,432,773		7,655,651
698,515		1,248,608
\$2,734,258		\$6,407,043

October 31



## Notes to Consolidated Financial Statements —

October 31, 1971

### 1. Recording of contract profits:

Profits on cost plus fee work are recorded on the basis of the fee billing terms of the contracts. The completed-contract method of accounting is used for other contracts with the exception that estimated profits to date are taken into account commencing with the second fiscal year for long-term contracts and losses are provided for as they become evident. The subsidiary re-acquired in 1970 has adopted the percentage of completion method for contract profits.

The Company follows the policy of taking into account expected recovery on outstanding claims when recording contract results. The amount is determined after considering the particular circumstances of the contract and is based on the experience of the Company with claims over a long period of years.

### 2. Construction equipment:

The amount for construction equipment comprises equipment, tools and supplies for sale and/or use in the Company's construction activities. The basis of valuation of the equipment is cost less amortization. The estimated realizable value is in excess of its recorded value.

### 3. Leased marine equipment:

In 1968 the Company leased the portion of its marine fleet not related to its construction activities. Under the lease agreement the lessee has been given an option to purchase the vessels in 1973. Commencing in 1968, the depreciation charge for the vessels has been based on the terms of the lease.

### 4. Security for bank advances:

Subsequent to October 31, 1971, the Company has issued to its bankers a demand debenture as collateral security for bank advances. The debenture represents a first fixed and specific mortgage and charge on all fixed assets of the Company not otherwise pledged under existing bonds or mortgages and a floating charge on all other assets. The Company has also lodged as security for bank borrowings shares held in all subsidiary companies and a deposit balance of \$1,500,000.

### 5. Income taxes:

(a) Partially offsetting the recovery of income taxes recorded in the statement of income, taxes of \$238,000 are payable as a result of the depreciation charged on the leased marine equipment exceeding maximum capital cost allowances available. These taxes have been provided by a charge to retained earnings. The amount of unrecorded deferred income taxes in respect of the assets of the Maritime operations after the above, and after allowing for reductions as a result of losses of subsidiary companies, is \$165,000.

(b) In filing income tax returns in 1971 the Company availed itself of certain of the provisions of the Income Tax Act to reclaim a portion of taxes previously paid. The amounts claimed, which are included as income taxes recoverable, were added to the deferred income taxes liability account, which has subsequently been reduced by a credit to income as a result of the losses suffered in 1971.

(c) The deferred income tax liability is classified as a current liability as it primarily relates to items classified as current assets.

# Consolidated Statement of Source and Use of Funds

For the year ended October 31, 1971  
(with comparative figures for 1970)

Source of funds:		
From operations:		
Net (loss) .....		
Add: Items not requiring current outlay:		
Depreciation .....	735,941	754,459
Amortization of debt issue expense .....	20,779	10,800
	(844,660)	715,131
	329,519	278,254
Book value of apartment building sold .....	2,962,246	—
Long-term debt assumed on purchase of assets .....	—	2,409,883
Long-term debt of re-acquired subsidiary .....	—	1,287,629
	2,447,105	4,690,897
Use of funds:		
Reduction in non-current portion of long-term debt .....	3,672,785	490,469
Cost of preferred shares redeemed .....	45	1,613,567
Dividends .....	211,657	460,816
Additions of fixed assets (net) .....	12,114	3,570,590
Deferred income taxes ( <i>Note 5</i> ) .....	238,000	196,000
Goodwill of re-acquired subsidiary including amount written off .....	—	850,000
	4,134,601	7,181,442
Decrease in working capital .....	\$ 1,687,496	\$2,490,545
	1971	1970

## Consolidated Statement of Income

For the year ended October 31, 1971  
(with comparative figures for 1970)

	1971	1970
Gross operating revenue	\$102,816,785	\$103,087,525
Operating profit (loss) for the year before taking into account the following items	\$ (2,133,142)	\$ 488,298
Income from investments	215,699	646,140
Deduct:		
Depreciation	735,941	754,459
Amortization of rental equipment	562,321	456,367
Interest and discount on long-term obligations	459,350	325,740
Loss before income taxes	1,757,612	1,536,566
Loss before extraordinary item	3,675,055	402,128
Estimated income taxes recovered (Note 5)	1,591,978	202,000
Loss before extraordinary item	2,083,077	200,128
Profit on sale of leasehold interest	481,697	—
Income tax recovery from loss carry-forward	—	150,000
Loss for the year (Note 10)	\$ 1,601,380	\$ 50,128

## Consolidated Statement of Retained Earnings

For the year ended October 31, 1971  
(with comparative figures for 1970)

	1971	\$ 902,923
Retained earnings at beginning of year	\$2,538,437	
Transfer of distributable surplus as a result of Supplementary Letters Patent	—	2,006,085
Profit on redemption of preferred shares	—	886,373
Deduct:		
Loss for the year	1,601,380	50,128
Provision for deferred income taxes (Note 5)	238,000	196,000
Goodwill written off (Note 9)	300,000	550,000
Dividends —		
Preferred shares (Note 7)	91,695	220,893
Common shares — 10¢ per share (1970 — 20¢)	119,962	239,923
	211,657	460,816
	2,351,037	1,256,944
Total deductions	\$ 187,400	\$2,538,437
Retained earnings at end of year		



LIABILITIES

	1971	1970
<b>Current Liabilities</b>		
Bank advances (Note 4)	\$10,700,833	\$ 7,518,456
Accounts payable and accrued liabilities	8,571,578	9,444,512
Notes payable for equipment purchases, secured	1,341,407	726,909
Income taxes payable	—	222,785
Installments on long-term obligations due within one year	698,515	1,248,608
Progress billings on contracts, less costs	1,390,128	1,384,390
Deferred lease income (Note 3)	450,000	450,000
Deferred income taxes (Note 5)	1,990,000	1,662,000
	<u>25,142,461</u>	<u>22,657,660</u>
<b>Long-Term Obligations (Note 6)</b>	<b>2,734,258</b>	<b>6,407,043</b>
<b>Capital Stock and Retained Earnings</b>		
Capital Stock:		
Preferred shares (Note 7)		
Authorized — 855,626 ¾ shares par value \$20 each,		
issuable in series, of which 165,626 ¾ shares have		
been designated 6% cumulative redeemable preferred		
shares Series A		
Issued — 152,824 ¾ (1970 — 152,827) Series A shares	3,056,495	3,056,540
Common shares (Note 7)		
Authorized — 2,500,000 shares without nominal or par value		
Issued — 1,199,616 shares	6,092,386	6,092,386
Retained earnings	<u>187,400</u>	<u>2,538,437</u>
	<u>9,336,281</u>	<u>11,687,363</u>
<b>Contingent Liabilities (Note 8)</b>		

Approved on behalf of the board:

H. F. Gauthier, Director

C. P. Baker, Director

\$37,213,000

\$40,752,066

# Consolidated Balance Sheet - October 31, 1971

(with comparative figures for 1970)

## ASSETS

	1971	1970
<b>Current Assets</b>		
Cash (including short-term deposit receipts of \$1,500,000; 1970 — \$1,900,000).....	\$ 1,521,028	\$ 1,995,497
Government bonds at cost, market value \$104,900 including \$67,375 deposited as security on contracts .....	111,288	111,288
Trade accounts receivable, less allowance for doubtful accounts .....	16,710,867	14,667,590
Income taxes recoverable .....	1,360,316	—
Investment in joint ventures (net).....	7,214,437	9,826,946
Contract costs less progress billings .....	2,009,880	1,341,279
Construction equipment (Note 2) .....	4,261,981	4,604,360
Prepaid expenses and other assets .....	544,612	390,144
	<u>33,734,409</u>	<u>32,937,104</u>
Mortgages and Notes Receivable, at cost .....	735,181	1,064,700
<b>Fixed Assets, at cost</b>		
Land .....	448,622	582,166
Buildings .....	827,091	3,920,041
Leased marine equipment (Note 3) .....	6,336,327	6,336,327
Furniture and fixtures .....	996,987	1,030,298
Other equipment .....	445,873	350,273
	<u>9,054,900</u>	<u>12,219,105</u>
Accumulated depreciation .....	6,328,259	5,806,391
	<u>2,726,641</u>	<u>6,412,714</u>
Unamortized Debenture Discount .....	16,769	37,548
Goodwill .....	—	300,000

\$37,213,000

\$40,752,066

Canadian Foundation Company Ltd.  
and Subsidiary Companies

Consolidated Financial Statements

October 31, 1971



March 10, 1972

**AUDITORS' REPORT**

To the Shareholders of  
Canadian Foundation Company Ltd.:

We have examined the consolidated balance sheet of Canadian Foundation Company Ltd. and its subsidiaries as at October 31, 1971 and the consolidated statements of income, retained earnings and source and use of funds for the year then ended. Our examination included a general review of the accounting procedures and such tests of accounting records and other supporting evidence as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion these consolidated financial statements present fairly the financial position of the companies as at October 31, 1971 and the results of their operations and the source and use of their funds for the year then ended, in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

*Price Waterhouse & Co.*  
Chartered Accountants

# Directors' Report to the Shareholders

## The Company

The Construction Divisions obtained a reasonable volume of new business awards, providing a substantial backlog for 1972, and management is stressing its policy of acquiring profitable contracts.

The Engineering Divisions, FENCO and Geoccon, although very successful technically, have not generated profits because of the slow-down of certain industrial projects for the steel industry, cancellation of contracts (Spadina Expressway), and nationalization of one engineering division's operations in Guyana.

The Construction Equipment Division's operations (rental) were impaired due to various strikes in the industry.

On August 1, 1971, the Company's operations were reorganized into eight autonomous operating divisions.

Each division is a profit centre operating under a Vice-President and General Manager or President responsible only to the Chief Executive Officer. This total divisional concept provides our customers with direct access to the man who has the authority and responsibility. At the same time, the total resources of the Company can be immediately mobilized and coordinated to utilize the specialty services for turn-key and management contracts and thus combine the advantages of smaller operating units with the strength of a large construction Group.

## Employees

The Board of Directors wishes to express its appreciation for their effective effort and goodwill to the officers and employees of the Company who as in the past have maintained the name of "Foundation" among the first in the construction industry.

On behalf of the Board:

President and Chief Executive Officer

Chairman of the Board

Your Directors submit this report on the Company's consolidated operations for the year ended October 31, 1971.

Gross operating revenue in the fiscal year 1971 amounted to \$102,816,785 as compared to \$103,087,525 for the 1970 fiscal year. Although the total revenue compares favourably with 1970, and is higher than 1969, the Company incurred a substantial loss. Despite several profitable projects, the present situation is due mainly to four contracts. At Churchill Falls, the Foundation-Lundrigan Joint Venture is still discussing with the owners compensation for work performed outside the original contract, and a similar situation for another Joint Venture prevails at Mobile, Alabama. However, the Mobile contract is not yet completed, whereas the Churchill Falls work was completed in the fall of 1971. In addition, heavy losses were suffered on the Golden Eagle wharf and the Clarabelle plant.

The Company declared and paid common and preferred share dividends totalling \$211,657. Dividends were suspended after the second quarter payment in April 1971, and will not be reinstated until profitable operations are consistently attained.

Conditions in the Industry

New business awards were still highly competitive and capital spending has not noticeably improved over 1970. Although the economic conditions in 1972 do not look much different from those in 1971, we can, however, foresee positive results in the new fiscal year.

Future - forecast no strike  
longer - although agreed that major activities  
Main concern is 2 months delay.  
some cost, overhead, etc.  
desired to remove investment  
change in future contracts



361-4839

Canadian Foundation Company Ltd.

Head Office: 1 Yonge Street,

Toronto 1, Canada

Board of Directors

\* H. F. Gautrin  
C. P. Baker,  
C. W. Brazier, a.c.

The Hon. L. Langlois, a.c.  
\* R. L. Martin, a.c.

T. R. McLagan, o.b.e.  
H. D. Roberts, M.D., C.M.

F. G. Rutley  
\* J. M. Tremblay

F. C. Wallace, D.S.O., M.C.  
D. H. Ward

Officers

C. P. Baker,  
Chairman of the Board

H. F. Gautrin, P. Eng.,  
President and Chairman of the Executive Committee

G. H. Bigelow,  
Vice-President, Administration and Treasurer

J. M. Rousseau, LL.L.,  
Secretary

J. H. Gorsline  
Assistant Secretary

\* Members of Executive Committee

Baker. serious problem and generally  
muddled in 1920. 1920  
and d. unable to control and control  
high cost of future supply.  
feeling loss of confidence  
regard on completed  
project. no longer hopeful  
settled this year.

\* 1922. work not made  
suit. improve. improved  
words for 1924. with  
modest profit in first  
get. change a lot of.

reduced overhead, etc. 1921  
diff. year. budgeted working abt.

Contin. set. very serious but not unmanageable  
not aware, work capital  
April 1/21. stopped all payments  
red. income acctg. for 1921  
church. folk, people, 1921  
discuss. 2. common church  
people. hope for what church  
what - no what before and  
of 1923 or 1924.

exp. of. stand down in project because  
of overabundance of project  
forced income money  
people.

Conf. group - effort by strike  
with general to project.  
Reorganized into 4. sections.  
Went of system to gain support  
of small co. & strength of group

Balding. reform a permanent  
conduct to reform large work  
of period. at some time, Conf.  
group reorganized in  
general move very high yet - in  
of working source to church.

Went of system to gain support  
of small co. & strength of group

Balding. reform a permanent  
conduct to reform large work  
of period. at some time, Conf.  
group reorganized in  
general move very high yet - in  
of working source to church.



ANNUAL  
REPORT

1971



Canadian Foundation Company Ltd.